

Une éducation populaire toujours émancipatrice. Les expériences des militant·es de la Fédération anarchiste (FA)

Hugues Lenoir

Militant de l'éducation populaire, animateur de Radio libertaire, enseignant-chercheur émérite à Paris-Nanterre, auteurs de nombreux ouvrages sur la pédagogie libertaire et autogestionnaire

Résumé

L'auteur montre l'implication historique et contemporaine des anarchistes dans des activités d'éducation populaire. Il s'appuie sur plusieurs expériences : les unes « historiques », comme le « Cinéma du peuple » dans les années 1910 ou celles menées par les militant·es de la Confédération nationale du travail (CNT) espagnole durant la Révolution sociale (1936-1939) ; les autres d'actualité, comme Radio libertaire ou les coopératives de consommation autogérées de Saint-Denis. Il plaide enfin pour un renouveau militant de l'éducation populaire émancipatrice.

Mots-clés : autogestion, émancipation, Fédération anarchiste, transformation, université populaire

Popular Education, Still Emancipating. Activists' Experiences of the Anarchist Federation (FA)

Abstract

The author shows the historical and contemporary involvement of anarchists in popular education activities. His argument is based on several experiments, some considered as "historical", such as the Cinema of the People in the 1910s or those carried out by the activists of the Spanish National Confederation of Labor (CNT) during the Social Revolution (1936-1939). The others, topical, such as the radio station *Radio libertaire* or the self-managed consumer cooperatives of the city of Saint-Denis (France). Finally, he pleads for the activist revival of an emancipating, popular education.

Keywords: self-management, emancipation, Anarchist Federation, transformation, popular university

01/09/2023

Avant même d'évoquer les nouvelles expériences libertaires de l'éducation populaire, il convient de réaffirmer certains principes essentiels à sa définition. Pour moi, toute activité se réclamant de l'éducation populaire (EP ou « éduc' pop' ») doit s'inscrire dans un principe émancipateur tant du point de vue individuel que collectif. Dans le cas contraire, l'action ne relève pas de l'EP mais d'autres registres comme la charité (nécessairement bien ordonnée), le soin (le *care*), l'œuvre de fondations, etc. De plus, elle se doit d'être militante et bénévole car, à terme, professionnalisation et salariat liés au « subventionnisme¹ » public ou privé la détournent de ses valeurs, comme l'a énoncé Geneviève Poujol. Cette tendance lourde conduit en effet à sa « dépolitisation » et à son « instrumentalisation », voire à des formes de trahison comme l'engagement et le soutien de plusieurs fédérations nationales d'éducation populaire en faveur du projet de service national universel (SNU). Projet gouvernemental qui *de facto* vise à encadrer la jeunesse dans un mouvement de militarisation de la société et qui n'est pas sans rappeler les chantiers de jeunesse du gouvernement de Vichy.

Quant aux universités populaires, largement réactivées depuis quelques années, l'accès doit être gratuit et volontaire, sans prérequis de formation ou de diplôme ; autrement dit, sans filtre ni discrimination. Par ailleurs, comme Geneviève Poujol, je pense que souvent « ceux qui se réclament de l'éducation populaire n'en font plus et que ceux qui en font ne s'en réclament pas² », comme l'a bien montré un petit livre publié en 2010, *10 Raisons d'aimer [ou pas] l'éducation populaire*³, en particulier dans les chapitres consacrés à Act Up ou à Jeudi noir.

Je partage par ailleurs l'approche de Jean-Rémi Durand-Gasselin, du mouvement Peuple et culture (interview de 2005) : « [L'éducation populaire,] c'est se retrouver sur une éthique commune qui implique "des façons de faire et des prises de décisions collectives, sollicitant la participation de tous et visant des idéaux généraux humanistes de partage du pouvoir, du savoir, et de l'avoir"⁴. »

Cette définition s'inscrit dans la tradition éducationniste des bourses du travail et des propos de Fernand Pelloutier qui déclarait en 1898 : « Ce qui lui manque [à l'ouvrier], c'est la science de son malheur ; c'est de connaître les causes de sa servitude ; c'est de pouvoir discerner contre quoi doivent être dirigés ses coups⁵. » Telle est la mission de l'éducation populaire, celle d'hier et celle d'aujourd'hui.

1 « Subventionnisme » entre guillemets, en partie remplacé aujourd'hui par des marchés publics et la mise en concurrence.

2 Geneviève Poujol, 2000, « L'éducation populaire au tournant des années soixante-dix, l'effet soixante-huit ? », in Geneviève Poujol (dir.), *Éducation populaire : le tournant des années 70*, Paris, L'Harmattan, p. 21 [\[en ligne\]](#).

3 Sous la direction de Damien Cerqueus et Mickaël Garnier-Lavalley aux éditions de l'Atelier (Ivry-sur-Seine).

4 Jean-Rémi Durand-Gasselin cité dans Céline Delavaux, 2023, « Peuple et Culture, un humanisme radical », in Collectif, *Éducation populaire, une utopie d'avenir*, Paris, Les liens qui libèrent, p. 155.

5 Fernand Pelloutier, 1898, « Le musée du Travail, L'ouvrier des deux mondes (1^{er} avril) » réédité in Jean-Pierre Lecercle, 2002, *L'Art et la révolte*, Paris, Éditions Place d'armes, p. 91.

Trois expériences d'éduc' pop' en milieu libertaire

Un processus de transformation

La Dionyversité et ses évolutions s'inscrivent dans une double filiation. D'abord celle des universités populaires (UP). Elle a d'ailleurs repris une partie de l'appellation de la première UP : La Coopération des idées, fondée en 1899 à Paris, à l'initiative de l'anarchiste Georges Deherme et du philosophe Gabriel Séailles à la suite de l'affaire Dreyfus. Comme l'UP de 1899, la Dyonyversité se propose de traiter, entre autres thèmes :

En collaboration avec des amis savants et artistes les questions qui doivent intéresser ceux dont les aspirations se résument ainsi : science, art, liberté et coopération⁶.

Ensuite, celle du premier commerce coopératif, qui date de 1835. Il est né à Lyon. Plus précisément sur les pentes de la Croix-Rousse, à l'initiative de Michel-Marie Derrion, sur le territoire des canuts, ces ouvriers de la soie aux pratiques sociales avancées. Suivi en 1844 par les pionniers de Rochdale qui fondèrent le mouvement coopératif moderne dans le Lancashire, en Angleterre, dans le but de fournir une alternative abordable aux denrées alimentaires et aux vivres de mauvaise qualité et frelatés, auquel s'ajoute aujourd'hui l'idée d'un boycott des grandes surfaces alimentaires.

L'université populaire de Saint-Denis fut créée à l'initiative de deux militants du groupe libertaire Henry Poulaille (FA). Elle avait pour objectif d'être à la fois un lieu de culture populaire et une mise à l'épreuve d'un anarchisme en actes, comme le seront par la suite les actions plus pragmatiques qu'ils développeront. Après plusieurs années de fonctionnement sur le mode traditionnel des conférences-débats à la bourse du travail, et face à la demande insistante d'un groupe de dionyversitaires (demande de *faire* et pas seulement d'*apprendre*), les animateurs et animatrices de la Dionyversité (université populaire de Saint-Denis)⁷ considérèrent que c'était l'occasion de renouveler leur approche d'une éduc' pop' émancipatrice débutée en 2008. Ils développèrent dès lors une approche plus pragmatique et d'un premier abord moins conceptuel. Ils concentrèrent leur activité tout d'abord sur la création, le développement et le renforcement d'une Amap (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne) au travers de laquelle la conscientisation se ferait *dans* et *par* l'action. En effet, au-delà d'une consommation plus saine, les adhérent-es pouvaient découvrir des modes de productions agricoles, de nouveaux produits, l'intérêt réciproque des circuits courts tant pour le producteur ou la productrice que pour les consommateurs et consommatrices, procéder à des échanges culturels dans le cadre de partage des recettes, etc., autrement dit, acquérir des savoirs de toute nature, qu'elle soit géographique, économique, ou encore écologique, par exemple.

6 Charles Schaeffer, en 1894, cité par Lucien Mercier, 1986, *Les Universités populaires : 1899-1914. Éducation populaire et mouvement ouvrier au début du siècle*, Paris, Éditions ouvrières, p. 18.

7 Pour plus de détail se reporter à Hugues Lenoir, 2016, « Actualité des universités populaires », in Francis Lebon et Emmanuel de Lescure (dir.), *L'Éducation populaire au tournant du XXI^e siècle*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du croquant, p. 155-169.

De plus, l'Amap permettait de développer une nouvelle convivialité, comme les bourses du travail autrefois, de nouvelles solidarités (don à une association des paniers non récupérés), le travail en groupe (élaboration et distribution des paniers) et la prise de responsabilité en usant de la possibilité de trouver et de faire livrer de nouveaux produits, résultat d'une initiative individuelle. Après la réussite de cette première expérience collective (250 paniers par semaine), il fut décidé de mettre en place, en parallèle, une, puis plusieurs, coopératives alimentaires autogérées. Autre initiative pragmatique qui, au-delà de faire bénéficier de produits de qualité à prix coûtant, permettait d'engager une critique radicale de la grande distribution lucrative et de ses fonctionnements. Le principe est le même que pour l'Amap, chacun·e est responsable individuellement et peut initialiser l'achat de tel ou tel produit, d'abord à l'essai, puis en permanence si celui-ci est « adopté » par le collectif des coopérateurs et coopératrices. Un principe fort a été discuté et adopté afin d'éviter toute dérive mercantile : pas de permanent, pas de salarié, le fonctionnement des « coops » ne reposant que sur le militantisme et le bénévolat.

À travers cette nouvelle expérience et afin d'avancer dans le cadre d'une réflexion et d'une pratique libertaires, les coopératives se sont structurées autour du rapport entre « individu » et « collectif » : le collectif ne doit pas nuire à l'individu, en contrepartie, l'individu ne doit pas pouvoir bloquer le collectif. C'est là une question centrale et historique de l'anarchisme qui le distingue radicalement des autres formes du socialisme où bien souvent l'individu compte pour peu et le collectif pour tout.

Pour ce faire, il y a refus de la forme traditionnelle de l'association type loi 1901 (président·e, bureau, assemblée générale) au profit de réunions totalement ponctuelles, spontanées et non institutionnelles. À l'issue de ces réunions, un petit collectif ou un individu peut lancer une expérimentation qu'il mettra en application. Cette expérimentation entrera dans les mœurs si elle fonctionne, sinon, un autre groupe ou individu lancera une nouvelle expérimentation pour gérer l'évolution du collectif. À aucun moment, il n'y aura de validation de la part de l'ensemble du collectif. Par principe, on peut faire sans détruire puisque l'on veut évoluer ensemble et ajouter à l'existant. Ce fonctionnement permet d'affirmer le principe de la responsabilité individuelle dans un collectif et la libre possibilité d'initiative.

Au travers de cette expérience, c'est sans doute l'apprentissage essentiel de ceux et celles qui participent soit à l'Amap, soit aux « coops » : l'apprentissage direct de l'autogestion. L'expérimentation démontre non seulement que l'autogestion est possible, mais aussi qu'elle est riche de développement individuel et collectif, comme le proposait Chris Marker à propos de l'autogestion chez LIP : « Puisqu'on vous dit que c'est possible. » Ces expériences pragmatiques d'éducation populaire contribuent à faire prendre conscience qu'une société d'« ordre moins le pouvoir », pour reprendre une formule d'Élisée Reclus⁸, est envisageable *hic et nunc*.

Ainsi, pour la Dionyversité, ce recours au pragmatisme (révolutionnaire) est un changement de cap assumé qui ne remet aucunement en cause le projet d'éducation émancipatrice : les modalités évoluent, le projet demeure.

⁸ Cette affirmation de Reclus est aujourd'hui multi-référencée et appartient au patrimoine commun des anarchistes.

Cette évolution permet d'accéder à d'autres savoirs, plus sociaux et moins conceptuels mais peut-être plus efficaces, à terme, pour engager de nécessaires processus d'émancipation. C'est sans doute aussi une manière d'élargir les lieux et les occasions d'éducation populaire, sans nier l'importance d'autres initiatives comme les universités populaires (UP). C'est à coup sûr ancrer des savoirs sociaux dans la pratique, au-delà du seul discours des sachant-es.

Une autre expérience, parisienne celle-ci, est l'Université populaire et libertaire du 11^e arrondissement qui fonctionne maintenant depuis 2015. Elle est animée par un groupe de militant·es du groupe Commune de Paris de la Fédération anarchiste dont l'essentiel de l'activité est tournée vers l'éduc' pop' (émissions sur Radio libertaire, organisation de colloques militants) et cette UP. Dans un premier temps, une fois par mois en soirée, l'UP proposait soit la projection d'un documentaire à dimension sociale suivie d'un débat, soit une rencontre/discussion avec un auteur ou une autrice au sujet de son livre. L'initiative autour d'un documentaire s'inscrivait, sans la dimension de production de film, dans la tradition du « Cinéma du peuple »⁹, à l'initiative de quelques anarchistes dans les années 1910 qui dénonçaient les films commerciaux, aliénants à leurs yeux, sans nier pour autant la possible utilisation du cinéma comme outil d'éducation et d'émancipation. Plus précisément,

[...] l'idée de la coopérative du Cinéma du Peuple prend forme lors du premier congrès national de la Fédération communiste anarchiste révolutionnaire (FCAR) qui se déroule du 15 au 17 août 1913, à la Maison des Syndiqués de la rue Cambronne (Paris). Un comité de discussion se rassemble autour d'Yves Bidamant, Sébastien Faure, Jean Grave, Gustave Cauvin, Robert Guérard¹⁰ et Charles-Ange Laisant, pour traiter du cinéma comme possible moyen d'éducation et d'émancipation des classes populaires. Si certains estiment que la Presse et les ouvrages restent les meilleurs moyens de faire passer l'idée, la majorité des militants voit dans le film une opportunité bien plus considérable. C'est ce dont témoigne Bidamant dans *Le Libertaire* du 20 septembre 1913 [qui écrit] :

Un soir, quelques amis se sont rencontrés. Il y avait dans cette réunion quelques bons militants parisiens, et nous avons parlé du « Ciné » et de son emprise funeste sur le cerveau du Peuple. Les « Nick Carter », les « Fantômas » et autres produits débités par tranche chaque soir dans les cinémas des faubourgs, passèrent un mauvais moment. « Mais le remède ? » dit quelqu'un. Le remède, ou plutôt le contre-poison, est de faire du cinéma nous-mêmes, de créer par nous et pour nous des films et de défendre nos idées de justice sociale par l'image¹¹ !

À la suite d'une réunion collective, sans abandonner les soirées « cinéma », les militant·es du groupe Commune de Paris décidèrent d'enrichir le processus et d'organiser au même rythme, à d'autres

9 Voir l'article d'Isabelle Marinone, 2020, « Cinéma du Peuple », *Encyclopédie Libertaire*, 28 mars 2020 [[en ligne](#)].

10 Militant révolutionnaire socialiste, Yves-Marie Bidamant était l'ancien secrétaire du syndicat des Cheminots. Gustave Cauvin était un militant anarchiste, antimilitariste et néomalthusien, fondateur du futur Office régional du cinéma éducateur de Lyon. Quant à Robert Guérant, c'était un chansonnier libertaire et fondateur, en 1912, du Groupe libre de propagande et d'éducation par le théâtre et la chanson.

11 Yves-Marie Bidamant, 1913, « Pourquoi un Cinéma du Peuple ? », *Le Libertaire*, 20 septembre 1913, cité par Isabelle Marinone, 2020, « Cinéma du Peuple », art. cit.

moments, une autre forme d'accès au savoir. L'organisation de « causeries populaires » fut donc adoptée, sur un mode légèrement en rupture avec les UP d'alors.

Les anarchistes furent souvent associé·es à d'autres courants dans le cadre de l'éducation populaire, mais les causeries populaires furent à leur seule initiative, plus particulièrement à celle de Libertad et de Paraf-Javal, tous deux se réclamant du courant individualiste. Gaetano Manfredonia, qui a étudié précisément ce mouvement, explique les raisons de la création de ces causeries en parallèle aux UP :

Dans un premier temps [...] [Libertad et Paraf-Javal¹²] trouvèrent au sein des Universités populaires (UP) le support idéal pour la diffusion de leurs idées. Mais, devant le succès grandissant de leur propagande, ce cadre apparut de plus en plus inadapté. L'enseignement tel qu'il était imparti aux UP n'avait rien de spécifiquement libertaire et restait fortement didactique et spécialisé. De plus, les anarchistes de tendance individualiste, surtout parmi ceux qui avaient fait un très bon accueil à ces initiatives, se montrèrent de plus en plus rétifs devant le formalisme bourgeois des UP et ils étaient peu disposés à payer des cartes et des cotisations. C'est alors que germa l'idée d'organiser, à côté des UP, des « Causeries » entièrement libres où les compagnons viendraient écouter des conférences à leur gré, sans aucune obligation, et où le formalisme de l'enseignement serait remplacé par la franche camaraderie¹³.

Il en allait de même pour les causeries animées par Libertad et Anna Mahé sur la butte Montmartre, dans le 18^e arrondissement de Paris. L'idée des militant·es était et est la suivante : dépasser le discours savant des clercs et s'autoriser à prendre la parole en petit groupe, avec ou sans préparation. Comme au temps du journal *L'Anarchie* (1905-1914), les animateurs et animatrices annoncent sur les sites d'information militante le thème choisi et le préparent. De leur côté, les futurs acteurs-prosateurs et actrices-prosatrices y viennent librement. À l'heure dite, le débat s'engage en toute liberté autour du thème du jour. L'intérêt de la démarche est de permettre une meilleure et réelle expression des participant·es hors de la discussion conventionnelle de fin de conférence. En ce qui concerne les savoirs émis et produits, ils sont satisfaisants en règle générale, sans toucher à l'excellence et à la perfection des connaissances, même si quelquefois, des représentations approximatives se glissent dans les échanges. Souvent, ces glissements sont à leur tour mis en débat, ce qui permet alors de déconstruire lesdites représentations et d'apporter des précisions. Cette manière de faire de l'éducation populaire facilite l'accès au savoir et au débat de personnes « moins cultivées », souvent absentes ou rares dans les pratiques, et la présence dans les universités populaires.

Ce sont là deux expériences déjà bien ancrées dans les pratiques sociales sans pour autant être figées, leurs militant·es, toujours critiques de leurs propres actions, veillent à toujours être en mesure de les faire évoluer.

12 Voir leurs biographies sur le site du *Maitron* des anarchistes [\[en ligne\]](#).

13 Gaetano Manfredonia, 1998, *Libertad et le mouvement des Causeries populaires*, Bogny-sur-Meuse, La Question sociale, p. 18. Extrait de sa thèse de doctorat en histoire, 1990, « Études sur le mouvement anarchiste en France : 1848-1914 », sous la direction de Raoul Girardet, Paris, IEP.

Une autre expérience, encore plus significative de l'implication des anarchistes dans l'éducation populaire, est celle de Radio libertaire¹⁴ dont on a fêté les 40 ans en septembre 2021. L'initiative est plus inédite même si elle eut quelques précédents, en particulier durant la Révolution espagnole (1936-1939), comme le rappelle Michel Froidevaux :

La propagande anarchiste utilisa le puissant moyen de la radio, alors peu répandue [...]. Dans un pays où de larges couches de personnes ne maîtrisaient pas l'écriture le moyen radiophonique offrait des ressources particulières. À la fin juillet 1936, le bureau d'information et de propagande de la CNT-FAI monta un original service de Radio ambulante dirigé et animé par Jacinto Torryo¹⁵.

On pouvait lire dans le *Boletín de información CNT-FAI* du 27 juillet 1936 :

Depuis la radio ambulante, nous orientons les habitants barcelonnais sur les problèmes actuels, nous donnons des informations de la marche des milices antifascistes par les terres d'Aragon¹⁶.

Radio libertaire aussi fut à l'initiative de militant·es de la Fédération anarchiste. Depuis ses débuts, elle est une radio sans dieu, ni maître ni publicité, promeut la chanson française de qualité et, si possible, *conscientisante*. Elle est de fait une radio d'éducation populaire tant par sa programmation politique et culturelle (plus de quatre-vingts émissions) que par ses fonctionnements.

Les émissions sont de toute nature¹⁷ et toujours de sensibilité libertaire, seule condition pour prétendre à un temps d'antenne. Ainsi elles traitent de la BD, de la littérature, du cinéma, du théâtre, du jazz, du blues, etc., c'est-à-dire de toutes les modalités de l'expression culturelle, mais aussi de ce qui relève des mobilisations sociales comme le pacifisme et l'antimilitarisme, les luttes antinucléaires et environnementales, du féminisme, du syndicalisme et, bien sûr, des différentes facettes de l'anarchisme. Elle abrite par ailleurs les espérantistes¹⁸, la Ligue des droits de l'homme (LDH) et trois émissions consacrées à l'éducation, celle du collectif N'autre école, celle du Lycée autogéré de Paris (Radio LAP) et celle des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine : Radio cartable.

Il s'agit bien là d'un outil d'éduc' pop' où d'aucun·es apprennent à parler, interviewer, échanger, commenter, préparer, programmer, planifier, analyser, réfléchir, etc. En d'autres termes, elle est une occasion d'exercer son droit à l'expression et la possibilité de manifester son engagement social pour l'émancipation. Pour d'autres, Radio libertaire permet d'acquérir des compétences techniques en studio : mixage, gestion des sons, montage, petit entretien électronique, etc.

14 Radio libertaire : 89.4 MHz sur la bande FM ou [en ligne](#).

15 Michel Froidevaux, 2022, *Les Avatars de l'anarchisme. La révolution et la guerre civile en Catalogne, 1936-1939, vues au travers de la presse libertaire*, Lyon, Atelier de création libertaire, p. 107.

16 *Ibid.* (p. 107).

17 Voir la grille des programmes sur le site de Radio libertaire.

18 Pour en savoir plus sur ce mouvement, voir *Encyclopédie anarchiste*, « Espéranto » [\[en ligne\]](#).

De l'autre côté des micros, du côté des auditeurs et auditrices, par les contenus qui sont diffusés en continu, elle fait entendre une autre voix et facilite l'accès à des espaces culturels et politiques souvent ignorés, voire boycottés par les grands diffuseurs : chaînes de radio et de télé, journaux et magazines, etc. Elle se veut aussi une *contre-voix* face aux fausses nouvelles répandues à l'envi sur les réseaux dits sociaux par les complotistes de toutes obédiences.

Ce sont quarante ans d'une belle aventure d'éducation populaire radiophonique, celle d'une radio libre et qui a su le rester.

Un avenir radieux pour l'EP ?

Lors d'un récent débat sur les universités populaires sur Radio libertaire¹⁹ avec Annick Stevens, animatrice de l'université populaire de Marseille, nous sommes arrivés à la même conclusion. Elle, compte tenu de son analyse de la dégradation et des carences du système scolaire et des enseignements universitaires, moi, en m'appuyant sur mes constats quant à la centration de la formation des adultes sur l'emploi et au renoncement à l'éducation permanente comme conséquence aux lois de 2004 et de 2018²⁰. L'éducation populaire, selon nous, doit relever le défi et ses acteurs et actrices s'employer à mettre en place des alternatives éducatives afin de redonner de l'espace à l'esprit critique, au doute en contrepoint du *prêt-à-penser*. Cette double dimension est de plus en plus écartée de l'éducation formelle, toujours plus encline à l'utilitarisme, à la professionnalisation, à la production de compétences au service exclusif des organisations de travail. Il va de soi qu'un tel avenir ne sera possible que si l'engagement militant actuel autour de l'EP se renforce et si ses structures et ses initiatives se démultiplient. Sans cela, l'EP émancipatrice restera marginale et l'EP institutionnelle un instrument docile au service des pouvoirs.

Il convient donc de se réapproprier cet outil qu'est l'éducation populaire afin de lui redonner sa puissance libératrice en respectant quelques principes de base : gratuité, solidarité, partage, action collective, esprit critique, éducation volontaire, etc.

Comme les anarchistes le préconisaient déjà au XIX^e siècle, pour construire une société autogérée, il est impératif de se doter d'outils autogérés. Ce qui fut vrai en matière de pédagogie libertaire et d'écoles l'est aussi pour l'éducation populaire dont le renouveau s'impose.

19 Hugues Lenoir et Annick Stevens, 2022, *Trous Noirs*, émission du 12 septembre 2022 [[en ligne](#)].

20 Voir Hugues Lenoir, 2018, « De la promotion sociale à la promotion de soi ? », intervention lors de la 3^e université de l'Association française de réflexion et d'échange sur la formation (Aoref), 13 décembre 2018 [[en ligne](#)].